



POINT SUD Centre de Recherche sur le **Savoir Local**

Programme Point Sud 2010-2011

Workshop:

« Retour à l'Histoire. Héritages institutionnels, jonctions critiques et développement de régimes politiques en Afrique »

24 – 26 février 2011

Rapport

1 Organismes

Dr. Gero Erdmann (Sciences politiques), GIGA Institut d'études africaines
Sebastian Elischer M.A. (Sciences politiques), GIGA Institut d'études africaines
Alexander Stroh M.A. (Sciences politiques), GIGA Institut d'études africaines

2 Thèmes et objectifs

Vingt ans environ après la vague de démocratisation du début des années 1990, les chercheurs en sciences politiques ont noté des différences importantes dans les types de régimes politiques en place (démocratique, hybride, autoritaire) sur le continent africain. Jusqu'à présent, la recherche sur les causes de développement des régimes politiques a négligé l'impact historique des institutions. Les régimes hybrides, c'est-à-dire des régimes qui ne peuvent être classés ni comme démocraties, ni comme régimes autoritaires, sont particulièrement fréquents sur le continent africain. L'atelier a fourni une plateforme pour des travaux à la fois empiriques et théoriques, se focalisant sur les causes de la prolifération des divers types de régimes. L'atelier a permis d'appliquer et de contribuer aux concepts clé de l'institutionnalisme historique, qui a connu un renouveau dans la recherche en sciences politiques des dernières années. L'institutionnalisme historique a fréquemment été appliqué aux questions du développement de régimes en Europe ou en Amérique latine, cependant il n'a pas été appliqué pour expliquer la diversité des régimes politiques en Afrique. Même si l'atelier était particulièrement orienté vers des travaux menant des approches comparatives, les organisateurs ont salué des études de cas individuelles, où les auteurs ont pu se focaliser sur un seul type de régime, ou sur l'évolution des régimes dans un seul pays. Arriver à des conclusions générales, ou pouvoir rejeter des conclusions générales, a été l'objectif affiché de l'atelier. Tous les travaux se sont focalisés sur le rôle des institutions et leur impact à long terme sur l'émergence de types de régime dans l'un des domaines de recherche suivants :

1. l'histoire des systèmes électoraux et de l'administration des élections ;
2. la lutte pour les droits de participation politique et la surveillance de gouvernements par les partis politiques, la société civile ou les médias ;
3. l'histoire des vérifications et contrepoids politiques et de l'équilibre de systèmes politiques (la relation entre parlement et gouvernement, ou entre le système judiciaire et le gouvernement) ;
4. le développement de relations civilo-militaires.

Dans l'ensemble, l'atelier a tenté de trouver des réponses provisoires aux questions de recherche suivantes : Y a-t-il des trajectoires de développement spécifiques aux différents types de régimes ? Quelles seront les jonctions critiques d'une future prolifération de régimes ? Y a-t-il des trajectoires et des jonctions différentes pour différents régimes ?

3 Méthodologie et résultats

Une attention particulière a été accordée à une sélection représentative des participants venant de pays francophones et anglophones. Pour des raisons méthodologiques, les organisateurs ont sélectionné une large variété de pays, afin que les participants désirant examiner un pays individuel puissent s'y attacher. Une autre priorité quant à la sélection des participants a été de couvrir tous les champs de recherche mentionnés ci-dessus. L'atelier a tenté d'encourager la recherche interdisciplinaire, et a fait appel à des contributions de chercheurs en sciences politiques ou venant des sciences sociales, ainsi que des historiens, anthropologues, et des juristes. Afin d'assurer à la fois un panel représentatif de participants africains et une cohérence analytique, les organisateurs ont émis leur appel à travaux plusieurs mois au préalable, auprès d'institutions universitaires en Europe, Amérique du Nord et en Afrique. Ainsi, les participants ont été familiarisés avec les objectifs principaux de la conférence, et ont pu structurer leurs travaux en fonction.

Les langues de travail de la conférence étaient l'anglais et le français. Les participants ont pu présenter leurs travaux, ainsi que participer aux séances de questions-réponses dans les deux langues. Plusieurs étudiants de l'Université de Bamako ont aidé les participants à surmonter les barrières de langue entre participants francophones et anglophones. Les organisateurs ont par ailleurs fourni une assistance supplémentaire, nécessaire à certaines occasions, comme la qualité des traducteurs était variable. Au commencement de la conférence, les organisateurs ont fourni une vue d'ensemble de la prolifération de régimes en Afrique depuis le début des années 1990, ainsi que des concepts clés de l'institutionnalisme historique, comme les « jonctions critiques » ou la « dépendance au sentier ». La vue d'ensemble des aspects théoriques a familiarisé tous les participants avec le fil théorique majeur guidant la conférence. À de multiples reprises durant la conférence, des participants ont présenté comment leurs travaux respectifs correspondaient à la ligne générale de l'atelier. Une liste des panels et des participants est fournie à la page suivante. Tous les panels ont été présidés par un organisateur, ou par un participant, capable de communiquer à la fois en anglais et en français. Chaque panel a été suivi par une séance de questions-réponses. La dernière session a été consacrée à relier les débats à la question générale, c'est-à-dire quelle institution aurait le plus d'influence sur la prolifération de régimes. Ceci a assuré une compréhension mutuelle, des perspectives comparatives, ainsi qu'une cohérence analytique.

Les quatre champs de recherche exposés ci-dessus ont été traités en cinq panels :

1^{er} panel : Les organes chargés de l'administration des élections et la démocratisation en Afrique. Le panel a examiné le rôle des organes électoraux à faciliter des élections démocratiques depuis l'indépendance. Ceci a été le panel avec le plus grand nombre de contributions, et un jour entier a été dédié à ce sujet. La comparaison des organes électoraux entre les pays a montré des différences importantes dans leur degré d'indépendance. L'indépendance des organes d'administration des élections pourrait en effet être identifiée comme élément crucial à la réussite des efforts de démocratisation. Cela a confirmé une

hypothèse de base de la recherche en sciences politiques : la démocratisation est futile sans élections libres et équitables.

2^{ème} panel : L'histoire des contrôles gouvernementaux et de l'équilibre de systèmes politiques. Dans de nombreux pays africains, le processus de démocratisation a été entravé par le rôle dominant du pouvoir exécutif. Le panel a examiné de manière critique, dans quelle mesure les pouvoirs législatifs et judiciaires ont réussi à limiter les pouvoirs de l'exécutif. Seul dans un petit nombre de pays africains, le pouvoir judiciaire est en mesure de limiter efficacement le pouvoir de l'exécutif. Le problème principal n'est pas le manque de droit formel du système judiciaire à exercer son pouvoir, mais bien le manque de volonté de la part de l'exécutif de l'y autoriser. Cependant, dans tous les pays, les efforts de démocratisation ont été accompagnés par une indépendance plus grande du pouvoir judiciaire. De nombreux présentateurs et participants ont souligné qu'un pouvoir judiciaire indépendant était tout aussi important pour rendre la démocratie durable, que des élections libres et équitables.

3^{ème} panel : Le développement de relations civilo-militaires. Les armées africaines sont intervenues dans des politiques civiles à de nombreuses reprises. Le panel a analysé l'impact d'un engagement militaire dans des politiques sur le chemin démocratique, et a illustré les relations civilo-militaires actuelles. En dépit des défis énormes qu'entraînent des interventions militaires régulières, les gouvernements africains n'ont que très rarement trouvé des solutions politiques qui auraient apporté une surveillance institutionnelle des forces armées. Dans tous les pays examinés, l'armée est restée un acteur au droit de veto potentiel.

4^{ème} panel : La société civile et les partis politiques dans la lutte pour les droits de participation politique. Les organisations de société civile peuvent remplir des rôles divers dans le processus démocratique. Le panel a débattu de la mesure dans laquelle la société civile et les partis politiques se montrent à la hauteur de leurs potentiels. L'effet de la société civile sur la démocratisation est partagé : dans certains pays, les organisations de société civile ont pu augmenter la qualité démocratique, tandis que dans d'autres, des groupes en faveur du régime participent à la stabilisation du pouvoir autoritaire, ou des groupes oppositionnels ont été cooptés dans l'élite dirigeante. Des questionnements méthodologiques demeurent pour savoir si la société civile encourage la démocratisation, ou si la démocratisation mène à une société civile plus vivante, ce qui, en retour, mène à un accroissement de la qualité de la démocratisation (un problème d'endogénéité).

5^{ème} panel : Les cheminements démocratiques en Afrique. Depuis le début des années 1990, les sentiers de la démocratie ont mené dans des directions diverses en Afrique. Le dernier panel a passé en revue les expériences de pays individuels, et a démontré que la démocratisation n'est jamais un processus linéaire. La fin d'un gouvernement autocratique n'est pas immédiatement suivie par une gouvernance démocratique. Les transitions démocratiques se caractérisent en Afrique au contraire par des revers et de longues périodes de stagnation, et, à long terme, une stagnation peut mener à l'« hybridation » permanente d'un régime.

Toutes les présentations et les discussions ont été très favorablement reçues par les participants. Il a été très encourageant de constater les vifs échanges entre anglophones et francophones sur tous les sujets. Tous les participants se sont montrés enthousiastes à échanger leurs conclusions et leurs idées. Les débats ont été vifs et constructifs.

4 Durabilité de la conférence

La discussion finale a révélé un désir partagé par tous de travailler au-delà de la division linguistique du français et de l'anglais. Tous les participants étaient d'avis qu'une recherche plus approfondie sur le rôle des facteurs institutionnels dans la prolifération de régimes est urgemment nécessaire. Les organisateurs de la conférence considèrent l'option d'un numéro spécial d'*Africa Spectrum*, un journal universitaire international, édité par le GIGA à Hambourg. Un numéro spécial pourrait inclure trois à quatre travaux revus, choisis parmi ceux présentés à la conférence. Cependant, ceci nécessitera des discussions plus amples avec l'éditeur du journal, au sujet de la qualité des travaux initialement soumis. Si un numéro spécial se montre véritablement faisable, un appel à travaux revus sera lancé. De plus, un certain nombre de participants ont indiqué être en train de soumettre des travaux à des revues professionnelles, basés sur des thématiques importantes de la conférence. Les participants se sont entendus afin de rester en contact par email au sujet de conférences à venir, ainsi que de publications abordant les sujets principaux de l'atelier.

5 Participants

1. Prof. Maurice Amutabi Sciences politiques, Catholic University of Eastern Africa, Kenya
2. Prof. Amukowa Anangwe Sciences politiques, Université de Dodoma, Tanzanie
3. Prof. Sylvain Anignikin Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
4. Audrey Cash M.A. Études du développement, Université de Reading, Angleterre
5. Dr. George Chawanda Éducation, Université catholique du Malawi
6. Sandra Casals M.A. Études africaines, Colegio of México, Mexico
7. Dr. Birama Diakon Anthropologie, Université de Bamako, Point Sud, Mali
8. Dr. Djibril Cissé Littérature, École Normale Supérieure, Mali
9. Dr. William Ehwarieme Sciences politiques, Delta-State University, Nigeria
10. Prof. Ould Ahmed Hassen Littérature, Université de Nouakchott, Mauritanie
11. Sebastian Elischer M.A. Relations internationales, GIGA Hambourg, Allemagne
12. Dr. Gero Erdmann Sciences politiques, GIGA Hambourg, Allemagne
13. Prof. Michel Goeh-Akué Histoire, Université de Lomé, Togo
14. Oumarou Hamani DEA Sciences politiques, LASDEL, Niamey, Niger
15. Dr. Mathias Hounkpê IFES, N'Djamena, Tchad
16. Boureima Kansaye M.A. Anthropologie, Université de Bamako, Point Sud, Mali
17. Dr. Brehima Kassibo Sociologie, CNRST Bamako, Point Sud, Mali
18. Oumarou Kologo DEA Sciences politiques, Université d'Ouagadougou, Burkina Faso
19. Bathé M'Baye M.A. Droit, Point Sud, Mali
20. Enoh Meyomesse Écrivain et analyste, Cameroun
21. Jacinta Musundi M.A. Anthropologie, Université de Fort Hare, Afrique du Sud
22. Prof. Jean Njoya Sciences politiques, Université de Yaoundé, Cameroun
23. Prof. Bizeck Jube Phiri Histoire, Université de Zambie
24. Oumarou Samaké DEA Anthropologie, CNRST, Bamako, Mali
25. Dr. Kalibou Sidibé Histoire, Université de Bamako, Mali
26. Dr. Nouhoun Sidibe Éducation, ISFRA, Bamako, Mali
27. Dr. Abdoulaye Somparé Université de Conakry, Guinée
28. Alexander Stroh M.A. Sciences politiques, GIGA Hambourg, Allemagne
29. Fred Tetteh Commission électorale du Ghana
30. Kamanan Traore M.A. Sciences politiques, Université de Bamako, Mali